



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 23/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/12/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ARIANEGROUP SAS

Av Gay Lussac
33160 Saint-Medard-En-Jalles

Références : 24-878
Code AIOT : 0005201261

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/12/2024 dans l'établissement ARIANEGROUP SAS implanté Av Gay Lussac 33160 SAINT-MEDARD-EN-JALLES. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ARIANEGROUP SAS
- Av Gay Lussac 33160 SAINT-MEDARD-EN-JALLES
- Code AIOT : 0005201261
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société ARIANEGROUP est une joint-venture 50/50 entre les groupes AIRBUS et SAFRAN créée le 1er juillet 2016. Leader mondial de l'accès à l'espace, ARIANEGROUP compte près de 8 400 collaborateurs répartis sur 14 sites (hors filiales) à travers le monde. Ses activités portent sur les domaines suivants : lanceurs spatiaux, système de missiles balistiques de la force de dissuasion océanique française, ensemble de produits dérivés et services associés dans les domaines civils et militaires. L'établissement ARIANEGROUP de Saint-Médard-en-Jalles, est implanté sur une plate-forme pyrotechnique de 435 ha, accueillant 930 employés et 650 bâtiments, partagée avec la société ROXEL. Au sein de cette plate-forme, la société ARIANEGROUP développe et fabrique des propergols pour la propulsion stratégique et spatiale et pour la sécurité automobile.

Lors de l'inspection du 10/12/2024, les points contrôlés ont été :

- les dispositions applicables au bâtiment de préparation des nitramines (CPE),
- les moyens de lutte contre l'incendie,
- les dispositions applicables aux installations de brûlage de déchets pyrotechniques.

Thèmes de l'inspection :

- Explosifs
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 22/01/2021, article 8.3.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
2	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 22/01/2021, article 8.3.2.2	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
3	Dispositions particulières	Arrêté Préfectoral du 22/01/2021, article 10.2.8	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Dispositions particulières	Arrêté Préfectoral du 22/01/2021, article 10.9.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
8	Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 22/01/2021, article 8.3.7	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Dispositions particulières	Arrêté Préfectoral du 22/01/2021, article 10.9.1	Sans objet
5	Dispositions particulières	Arrêté Préfectoral du 22/01/2021, article 10.9.1	Sans objet
7	Timbrage des installations	Arrêté Préfectoral du 22/01/2021, article 10.1.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

A la suite de l'inspection, sont attendus un certain nombre de justificatifs de la part de l'exploitant et notamment sur la détection incendie, les moyens de lutte contre l'incendie, la justification du

respect des quantités de déchets pyrotechniques brûlés sur site...

Une observation est faite à l'exploitant sur la vérification des équivalences TNT des produits pyrotechniques.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/01/2021, article 8.3.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens en eau
Prescription contrôlée : Des prises d'eau en Jalle sont maintenues disponibles pour permettre le raccordement au service d'incendie et de secours de s'approvisionner directement en cas de besoin. L'exploitant fournit une étude technico-économique pour le 30/06/2021 afin d'étudier la faisabilité de remplacer ces prises d'eau par des bâches de 200 m ³ judicieusement réparties sur le site.
Constats : Lors de la visite, l'exploitant a déclaré qu'il n'y avait pas de prises d'eau dans la Jalle. Il a fourni à l'inspection la note JSFM2 011/23 datée du 17/01/2023 qui constitue l'étude technico-économique de faisabilité de remplacement des prises d'eau en Jalle par des bâches de 200 m ³ . A la lecture de ce document, l'inspection note que l'exploitant propose d'installer 6 bâches de 120 m ³ en remplacement des prises d'eau en Jalle. L'inspection constate que l'exploitant ne justifie pas ce choix au regard des besoins en eau d'extinction du site.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant justifie le choix de mise en œuvre de 6 bâches de stockage d'eau de 120 m ³ au regard des besoins en eau d'extinction du site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/01/2021, article 8.3.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions spécifiques au bâtiment de préparation des nitramines
Prescription contrôlée : Le bâtiment de conditionnement des nitramines « CPE » est doté des principaux moyens de détection et de lutte incendie suivants : <ul style="list-style-type: none">• détections de flamme et de fumée remontées au poste de commande déporté et au poste de garde du site, asservissant un noyage automatique du circuit process à partir des détections ;• noyage manuel du circuit process depuis le poste de commande ;• noyage extérieur du circuit process nitramines (refroidissement et protection des nitramines) ;• protection incendie réalisée via 3 bouches incendies de débit unitaire supérieure à 60 m³/h.

Une coupure centralisée des énergies des bâtiments est installée à côté du poste de commande CPSC, hors des zones létales des scénarios d'accident.

Le personnel d'intervention interne met en œuvre les moyens mobiles de protection incendie dans un délai de 15 minutes à compter de l'alerte.

Constats :

Lors de la visite, l'inspection a constaté dans le bâtiment CPE :

- la présence de 6 détecteurs de flamme (2 par local dans les locaux 4, 5 et 6) dont les informations remontent au poste de commande. L'exploitant a indiqué que ces informations étaient également remontées au poste de garde. Ce point n'a pas été vérifié lors de l'inspection
- la présence de buse de noyage au niveau des locaux 4, 5 et 6. L'exploitant a indiqué que ces buses servaient pour le noyage process et extérieur,
- la présence de 2 boutons de noyage manuel dans le poste de commande. L'exploitant a indiqué que 5 autres locaux du bâtiment CPE étaient équipés d'un détecteur de fumée, ce point n'a pas été vérifié en inspection.

L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier du dimensionnement du réseau de détecteurs au niveau du bâtiment CPE

L'exploitant a indiqué que les 3 bouche incendie utilisées autour du bâtiment CPE étaient les numéros 218, 295 et 37. L'exploitant a justifié en inspection qu'elles avaient toutes un débit unitaire supérieur à 60 m3/h

L'inspection a constaté un bouton de coupure des énergie à l'intérieur du poste de commande. L'exploitant a indiqué que ce bouton sert à couper les énergies du process. L'inspection a également constaté la présence d'une boîte métallique à l'extérieur du poste de commande sur laquelle est inscrit « coupure générale énergie », l'exploitant a indiqué qu'elle est destinée aux services de secours et permet de couper les énergies process et utilités. Lors de la visite, la boîte n'a pas été ouverte et il n'a pas été vérifié qu'elle se trouve hors des zones létales des scénarios d'accident .

L'exploitant a déclaré que l'intervention du personnel d'intervention interne se fait dans un délai de 15 minutes mais n'a pas apporté de justificatif associé.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant justifie :

- que la boîte de coupure centralisée des énergies est située hors des zones létales des scénarios d'accident,
- que le personnel d'intervention interne met en œuvre les moyens mobiles de protection incendie dans un délai de 15 minutes à compter de l'alerte
- du dimensionnement du réseau de détecteur dans le bâtiment CPE.

Il précise également pourquoi certaines buses de sprinklage, situées dans la zone process du bâtiment CPE, possèdent des déflecteurs et d'autres non.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Dispositions particulières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/01/2021, article 10.2.8
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions propres aux bâtiments de l'activité nitramines
Prescription contrôlée : <p>Les pistes qui conduisent aux différents bâtiments du projet nitramines sont bétonnées ou goudronnées.</p> <p>Le bâtiment de conditionnement des nitramines « CPE » est équipé de murs caissons de façon à limiter la projection d'éclats en cas de détonation.</p> <p>Les locaux du bâtiment CPE sont éloignés les uns des autres d'une distance permettant d'éviter la propagation aux autres locaux de la détonation des produits pyrotechniques contenus dans l'un d'eux. Cette disposition ne s'applique pas aux locaux 4, 5 et 6 entre eux.</p> <p>Les igloos de stockage disposent de murs forts et sont intégralement recouverts de terre sur la face arrière ; la face avant sur laquelle se situe l'ouverture des igloos fait face à un merlon. Les igloos sont conçus de façon à limiter les variations de température. Les distances entre les igloos sont suffisantes pour interdire la propagation aux autres igloos de la détonation des produits pyrotechniques dans l'un d'entre eux.</p> <p>L'alimentation électrique des installations est secourue par des groupes électrogènes.</p> <p>Les équipements mettant en œuvre des nitramines évitent les frottements par conception.</p> <p>Un tamis évite l'introduction de corps étranger dans la trémie. La maille du tamis est de taille inférieure aux jeux des moyens avals (malaxage,...).</p> <p>Un dispositif de noyage des installations process du bâtiment de préparation des nitramines est asservie à une détection infrarouge dans la zone process permettant de détecter un éventuel point chaud généré notamment par un frottement.</p> <p>Les ateliers du bâtiment « CPE » sont équipés d'une surveillance audio et vidéo reportée au poste de commande « CPSC » et enregistrée.</p>
Constats : <p>Lors de la visite, l'inspection a constaté :</p> <ul style="list-style-type: none">- que les pistes du projet Nitramines sont constituées de béton et en bon état général,- que le bâtiment CPE est équipé de murs caissons (signalés EIPS) sur sa face ouest,- que les locaux 4, 5 et 6 du bâtiment CPE sont équipés d'une surveillance audio et vidéo reportée au poste de commande CPSC. L'exploitant a précisé que des caméras sont présentes au niveau des locaux 3, 4, 5, 6, 8 et 9 et que les interphones sont présents dans les 11 locaux du bâtiment CPE.- que les deux igloos de stockage CES2 et CES3 disposent de murs forts, sont recouverts de terre surmontée d'une géomembrane sur le dessus et la face arrière et font face à un merlon sur la face avant. L'exploitant a déclaré que les merlons font l'objet d'un contrôle visuel annuel tracé dans GMAO.- qu'un suivi de la température en continu est fait sur les 2 igloos. L'exploitant a indiqué que le suivi de la température est remonté au poste de garde et que les igloos sont chauffés pour ne pas descendre sous une température de 15°C. <p>L'exploitant a déclaré que l'alimentation électrique du projet Nitramine est secourue par des groupes électrogènes d'une puissance de 6MW au niveau de la zone EJP.</p> <p>Le respect des distances d'éloignement des locaux du bâtiment CPE n'a pas été vu en inspection.</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant n'a pas pu justifier :</p> <ul style="list-style-type: none">- que les distances entre les igloos est bien suffisante pour éviter une détonation simultanée,- que la maille du tamis est de taille inférieure aux jeux des moyens avals (malaxeur),

- la présence d'un détecteur IR dans la cloche d'aspiration de la trémie afin de détecter un éventuel point chaud par frottement. Ce point provient de l'EDD du 25/11/2015.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant justifie : <ul style="list-style-type: none"> - que la distance entre les igloos est bien suffisante pour éviter une détonation simultanée, - que la maille du tamis est de taille inférieure aux jeux des moyens aval (malaxeur), - la présence ou l'absence d'un détecteur IR dans la cloche d'aspiration de la trémie afin de détecter un éventuel point chaud par frottement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Dispositions particulières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/01/2021, article 10.9.1
Thème(s) : Risques accidentels, Installations de brûlage de déchets pyrotechniques
Prescription contrôlée : [...] <p>L'exploitant actualise annuellement l'étude technico-économique des procédés alternatifs au brûlage des déchets pyrotechniques, datée du 15 décembre 2017 (courrier référencé 274/2017/JEOM3) pour intégrer les derniers résultats des investigations menées sur le sujet. L'étude actualisée est transmise annuellement à l'inspection des installations classées. Elle présente notamment l'échéancier et les perspectives de développement des solutions alternatives.</p> [...]
Constats : Par courriel du 09/12/2024, l'exploitant a communiqué à l'inspection l'actualisation de l'étude technico-économique des JSFM2/DR datée du 18/11/2024. Cette étude présente un échéancier des principales actions menées par l'exploitant. Notamment en 2025, l'exploitant prévoit d'avancer sur les sujets suivants : <ul style="list-style-type: none"> - préparation des outils industriels et mise en œuvre possible de la découpe des poinçons des gros chargements, - finalisation de l'action de réduction des corps étrangers au niveau du broyage de LICORNE, - réalisation des essais permettant un classement hors classe 1 pour les déchets de butalane X, - réalisation des études détaillées d'investissement du projet Salamandre (traitement thermique des déchets NCBNCL).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Dispositions particulières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/01/2021, article 10.9.1
Thème(s) : Risques accidentels, Installations de brûlage de déchets pyrotechniques

Prescription contrôlée :

Une consigne de sécurité spécifique est établie pour les opérations de brûlage. Elle comporte notamment :

- identification, tri et contrôle des déchets avant brûlage ;
- condition de stockage et de séparation des produits et objets,
- mesures pratiques permettant d'apprécier les quantités maximales de substances dangereuses contenues dans ces produits en objet,
- délais à respecter entre les opérations de brûlage,
- par type de produits : mode opératoire (préparation, mise à feu, conduite à tenir en cas de raté d'allumage),
- adaptation des quantités autorisées par rapport à la nature des déchets à détruire et des techniques de préparation et de brûlage des déchets sur les aires,
- interdiction de brûler des déchets de natures différentes,
- spécification des aires de brûlage à un seul type de déchets,
- utilisation d'emballages adaptés non confinants,
- la présence permanente des pompiers sur site ou directement sur les lieux de brûlage (en cas de fortes chaleurs), afin de réduire le délai d'intervention en cas de départ d'incendie en dehors des aires de brûlage,
- l'inspection des aires avant chaque brûlage et le nettoyage des dalles ou la réfection des dalles de brûlage en cas de besoin,
- quantités maximales de produits pouvant être traités simultanément.

Constats :

Par courriel du 11/12/24, l'exploitant a communiqué à l'inspection, sur sa demande, un certain nombre de documents :

- Note sur la nature des produits brûlés au CTD (ref : GDA 1915459A du 23/06/2023),
- Consigne de sécurité aires de brûlage (ref : ISSE_4-4-201, édition 2, version 5)
- Instruction relative à l'identification, conditionnement, stockage et traitement des déchets à destination du CTD (ref : IO67-D-17-F, version D du 07/05/2021)
- Instruction de travail relative à la préparation et techniques de mise à feu (n° 505-01 indice D)
- Instruction de travail relative au refroidissement et nettoyage des aires - évacuation des imbrûlés (n° 505-02 indice E)
- Instruction de travail relative aux conditions de brûlage des déchets pyrotechniques (n° 505-35 indice U).

L'inspection constate, par échantillonnage, que les informations réglementairement demandées dans la consigne de sécurité spécifique sont présentes mais dans différents documents précédemment cités.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Dispositions particulières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/01/2021, article 10.9.1

Thème(s) : Risques accidentels, Installations de brûlage de déchets pyrotechniques

Prescription contrôlée :

L'exploitant dispose d'un pont-basculé permettant de peser les déchets arrivant au niveau de l'aire de brûlage. Il tient à jour un registre permettant de s'assurer que les masses maximales ci-dessus sont respectées.
Constats : Lors de la visite, l'inspection a constaté l'absence de pont bascule au niveau du centre de traitement des déchets (CTD). L'exploitant a indiqué que la pesée des déchets est effectuée par le secteur producteur et mentionnée sur le bordereau interne d'expédition des déchets. Lors de la visite, l'inspection a demandé à consulter le registre des déchets sur une période de 1 an entre décembre 2023 et décembre 2024. L'exploitant n'a pas fourni le registre des déchets.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant fournit le registre des déchets et justifie du respect des quantités réglementaires de déchets brûlés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Timbrage des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/01/2021, article 10.1.3
Thème(s) : Risques accidentels, Timbrage pyrotechnique
Prescription contrôlée : La quantité maximale de produits pyrotechniques autorisée par cellule, par bâtiment et par division de risques est défini dans le tableau de l' annexe 7 du présent arrêté. L'exploitant est en mesure de justifier en permanence le respect des masses maximales visées dans le tableau cité à l'alinéa précédent. L'exploitant met en œuvre une procédure et un enregistrement des quantités présentes dans chaque bâtiment. L'exploitant dispose d'un moyen lui permettant de s'assurer en permanence du respect du timbrage de chaque atelier ou dépôt. [...] Dans les bâtiments de production, les quantités de matières et objets pyrotechniques présents sont limitées au strict nécessaire au cycle de production en cours.
Constats : Lors de la visite, l'inspection a constaté pour les locaux 4, 5 et 6 du bâtiment CPE que les consignes d'exploitation présentes dans les locaux respectaient bien le timbrage maximum. Lors de la visite, il n'y avait pas de production au bâtiment CPE, l'inspection n'a pas pu vérifier le respect du timbrage en conditions de production. Données en annexe confidentielle
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant vérifie les équivalences TNT des produits pyrotechniques stockés dans les igloos et actualise le cas échéant, les quantités maximales pouvant être stockées. Il actualise également les consignes se trouvant devant les bâtiments CES2 et CES3.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Entretien des moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/01/2021, article 8.3.7

Thème(s) : Risques accidentels, Vérification périodique des détecteur incendie

Prescription contrôlée :

Les moyens d'intervention et de secours doivent être maintenus en bon état de service et être vérifiés périodiquement. La date et le contenu de ces vérifications sont consignés par écrits et tenus à la disposition de l'inspection de l'environnement.

Constats :

Lors de la visite, l'exploitant a présenté en salle un rapport de vérification périodique de la société Siemens qui présentait des incohérences (nombres de détecteurs vérifiés, non-conformités dans l'attestation Q7....). L'exploitant a indiqué qu'il allait se rapprocher de son prestataire pour lever ces incohérences. A ce jour, l'inspection n'a pas reçu de version actualisée du rapport de vérification périodique des détecteurs incendie du bâtiment CPE.

Concernant la vérification périodique de la mise en eau des systèmes de noyage du bâtiment CPE, l'exploitant a présenté en séance un rapport de maintenance interne en date du 17/05/2024 indiquant qu'il n'y a pas de non-conformité.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant fournit une version actualisée du rapport de vérification périodique des détecteurs incendie du bâtiment CPE.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois